

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

La Commune

n° 113

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe Internationale)*

Janvier 2017

2,50 €



**UN VRAI TRAVAIL
UN VRAI SALAIRE
UN VRAI TOIT
PAS LA CHARITÉ !**

Hommage à Pedro, un an après *lire p. 5*

Dossier du mois : Pour l'interdiction du travail précaire *lire pp. 6 - 7*

État d'Israël, État criminel *lire p. 12*

L'actualité en quelques brèves

Vivarte, les salariés bataillent contre des licenciements massifs

Après 2 000 licenciements en 2015, la direction du groupe d'habillement et de chaussures Vivarte (La Halle aux chaussures, André, Kookaï, Chevignon, Minelli...) poursuit son « démantèlement rapide » alors qu'il aura bénéficié de 40 millions d'euros de CICE et allègements de cotisations. « 70% des salariés y travaillent à temps partiel et à 80% des femmes souvent isolées qui vivent avec 700 euros par mois et risquent de se retrouver à la rue. » indique à l'AFP un syndicaliste FO.

Ce sont plus d'un millier de salariés qui sont menacés de licenciements. Et, comme le résume le syndicaliste après avoir été reçu avec d'autres représentants au ministère de l'Économie à Bercy, « Ils nous ont dit en gros, « on ne vous aidera pas » et « bonne chance » ».

Il n'y a effectivement rien à attendre de ce gouvernement ni de celui qui lui succédera. Plus que jamais, toute la situation met à l'ordre du jour l'unité pour porter un coup d'arrêt à tous les licenciements et pour leur interdiction, pour l'abrogation de la loi El Khomri.

(Cf. <http://www.liberation.fr/futurs/2017/01/05/vivarte-les-syndicats-extremement-decus-apres-la-reunion-a-bercy>)

« Courbe » du chômage, l'enfumage

Hollande et son gouvernement auraient tenu leur promesse de septembre 2013 d'« inverser la courbe du chômage » ? Pour preuve, la baisse de 3,1% de la catégorie A sur les mois de septembre à novembre 2016 (- 110 000). Mais de qui se moque-t-on ?

La catégorie A, catégorie de demandeurs d'emploi n'exerçant aucune activité, a en fait subi une augmentation de plus de 525 000 chômeurs de mai 2012 à novembre 2016, passant de 2 922 000 à 3 447 000 chômeurs sous la mandature Hollande.

De plus, la baisse de septembre-novembre 2016 pour la catégorie A est à mettre en regard de la hausse enregistrée pour les autres catégories de demandeurs d'emploi.

Ainsi les catégories B et C cumulées (2 028 800 travailleurs pauvres ayant travaillé moins ou plus de 78 heures au cours du mois) augmentent de plus de 3,3% entre août et novembre 2016 (+67 400) et de plus de 8% sur un an



(+161 100)! Quant à la catégorie D (338 300 demandeurs d'emplois non tenus de rechercher un emploi en raison d'une formation, maladie,...), elle augmente sur la même période de plus de 3,8% (+13 100) et de plus de 21% sur un an!

Enfin, il faut ajouter le flot des radiations (défauts d'actualisation, radiations administratives, décès...) dépassant les 326 000 en novembre 2016 contre 309 700 en août 2016.

La comparaison de ces chiffres permet d'éclairer la supercherie des annonces gouvernementales.

Sur un an, les demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues, sont passés de 6 143 400 à 6 238 400 (6 574 100 DOM-TOM compris). Ils étaient 5 119 800 fin septembre 2012.

Un chômeur sur deux inscrit à Pôle emploi ne perçoit aucune indemnité.

Dans le même temps, sous le fallacieux prétexte de favoriser l'emploi, Hollande et son gouvernement auront notamment instauré début 2013 le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), un cadeau aux entreprises d'environ 20 milliards d'euros par an!

(Cf. *indicateurs DARES décembre 2016*)

Une précarité garantie : la « Garantie Jeunes »

« Expérimentée » depuis 2013 et reprise dans la loi El-Khomri, annoncée par le gouvernement comme « une révolution pour la jeunesse de ce pays » (Valls sur RMC et BFMTV le 16/03/2016), voici que le gouvernement claironne la « généralisation » de cette mesure à compter du 1^{er} janvier 2017 aux jeunes de moins de 26 ans sans formation et en recherche d'emploi. Mais, pour 2017, il faudra d'abord passer par un tri sélectif pour figurer parmi les 150 000 bénéficiaires de ce « sous-RSA jeunes » à 471 euros men-

suels. Car cette obole ne sera octroyée que pendant un an, voire éventuellement renouvelée pour six mois! Et pour la mériter il faudra que l'heureux bénéficiaire s'engage à suivre un programme serré de stages et d'immersion en entreprises, sous peine d'en perdre le bénéfice. Voici la fumeuse mesure censée favoriser « autonomie » et accès à l'« emploi »!

Les quelques témoignages de jeunes mis en exergue par les missions locales et les préfectures sont éloquentes quant à l'extrême précarité des très rares contrats qui auront pu être glanés. Les conclusions du rapport d'évaluation remis en novembre 2016 le confirment (« De même la part des jeunes en emploi durable est de 20,5% au lieu des 15,9% que l'on aurait constatés sans la Garantie Jeunes. », page 61).

(voir le rapport http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_final_24_nov.pdf et <http://www.ml-cb.fr/zooms/396-temoignages-de-jeunes-sur-la-garantie-jeunes.html>)

Le bal des hypocrites

Les sommets de l'hypocrisie auront été atteints en cette fin d'année. Il en va ainsi de Fillon en visite, le mardi 3 janvier, dans un centre Emmaüs de Paris avant de s'envoler pour Las Vegas. Il y aura rappelé son intention d'accentuer les attaques contre la population («...j'ai un programme économique qui est un programme radical...») alors qu'en France le nombre de pauvres aura augmenté d'un million sur ces dix dernières années (9 millions) et le nombre de SDF de 50%. Il en va de même de Valls s'emparant du cas « révoltant » de la caissière d'Auchan City de Tourcoing sanctionnée pour y avoir fait une fausse couche. Début juillet, une de ses collègues y avait déjà été licenciée pour faute grave après une erreur de 85 centimes. Avec sa loi Travail, notamment en inversant la hiérarchie des normes en termes de temps de travail, la situation des caissières et salariés de l'Auchan-City de Tourcoing, loin d'être isolée, n'en sera que plus générale. Elle a été pensée pour cela.

Pierre-Yves Chiron,
07-01-2017

SOMMAIRE

Pages

• Bloc notes.....	2
• Editorial.....	3
• Chronique d'une chute de régime..	4
• Dossier du mois.....	6
• Hommage à Pedro.....	8
• Mélenchon.....	9
• Etat espagnol.....	10
• Argentine.....	11
• Palestine.....	12
• Syrie.....	13
• Notes de lecture.....	14
• Le stalinisme (IV).....	15

Éditorial

Pour une année 2017 de combats victorieux

Le froid s'est abattu dans les rues. Ceux qui n'ont d'autre toit que le ciel y risquent leur vie, souffrant le martyre. Madame Emmanuelle Cossue – pardon, Cosse – ministre du logement, relativise, met ses chiffres en exergue. Pas un seul instant, elle n'envisage d'appliquer l'article L 641-1 du Code de la construction et de l'habitation qui permet aux préfets de réquisitionner les logements et bureaux vides, vacants pour cause de spéculation immobilière, en faveur de ceux qui ont tout perdu. Elle préfère engraisser les marchands de sommeil « hôteliers » et laisser sur le bas-côté des dizaines de milliers de sans-abri. Ceux que l'on chasse des rames vides remisées dans les chantiers SNCF. Ceux qui ne peuvent s'installer sur les bancs puisque le mobilier urbain a été spécialement conçu pour qu'ils ne puissent s'y allonger. Entre cette réalité qui frappe un nombre de plus en plus élevé d'habitants des agglomérations et la lutte des places qui occupe au moins une vingtaine de postulants à la fonction suprême, le contraste est cruel. Chacun y vit de ses remèdes de Diafoirus : « contrats jeunes », « droit opposable à l'emploi » nous chante le chef des Insoumis, un quota de « 5% de précaires » proposent de concert Mélenchon et Filoche. Tandis que s'écharpent tous les « rassembleurs » de la « primaire à gauche », c'est-à-dire les « précarisateurs ». Au même moment le SMIC augmente de 6 centimes de l'heure. Tout à la fois goguenards et en colère, les concernés s'exclament : « mais que va-t-on faire de tout cette oseille ». Dans la même veine, un cheminot de l'exécution-maintenance répond à un journaliste : « *Mélenchon ? C'est du pipeau comme les autres* » et à l'attention de tous les candidats, il lance : « *ils sont à côté de la plaque* ».

Tous ces candidats potentiels gonflés à l'hélium médiatique prennent soin de ne jamais sortir des limites du « système » dont ils prétendent tous (Valls compris !) se démarquer. Et même lorsqu'ils grognent sur « l'Europe », c'est pour préciser que leur but est de négocier avec les chefs de l'UE. Cela vaut pour Mélenchon et cela vaut pour Le Pen. Or, négocier ou renégocier avec ces ordonnanciers du grand Capital et les gouvernements qui leur sont affidés, c'est trahir.

D'expérience, la population sait que les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient. Ne reste alors à tous ces prétendants qu'à exercer leur chantage au vote : ne pas voter, c'est permettre à Le Pen d'aller au second tour et de l'emporter. Ne pas voter pour celui qui représentera la « belle alliance populaire », c'est faire le jeu de Fillon. Ne pas voter Mélenchon, c'est faire le jeu des « socialistes solfériniens ». Tout ce bluff menaçant suffirait à démontrer le caractère viscéralement anti-démocratique de l'élection qui vient.

La petite polémique sur le revenu universel montre bien ce à quoi tous ces prétendants ont tourné le dos : chacun à sa façon, ils écartent le besoin le plus immédiat de la grande majorité sociale de ce pays : UN VRAI TRAVAIL, UN VRAI SALAIRE, UN VRAI TOIT, POUR TOUS ET NON LA CHARITÉ. Et, par là même : L'INTERDICTION DU TRAVAIL PRÉCAIRE. C'est un combat permanent. Et, nous le savons, un combat uni autour d'un objectif aussi simple que fondamental, a toutes les chances d'être un combat victorieux. Nous n'en démordrons pas.

07-01-2017

ABONNEMENT

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal, ville :

Onze numéros : 26 €

Abonnement de soutien : 40 € ou plus

Chèques à l'ordre de : ADIDO

A retourner avec le présent bulletin (ou copie) à :

ADIDO

8, rue de la Forêt Noire
34 080 MONTPELLIER

Chronique d'une chute de régime

Temps de révolte

Pour Fadila, jeune salariée précaire chez Auchan, la fin d'année a tourné au cauchemar. Ce 22 novembre, elle ressent de violentes douleurs et demande à sa hiérarchie de se rendre aux toilettes. En vain. Rapidement la douleur devient insupportable. Elle se lève de sa chaise. Le fauteuil est ensanglanté. Elle se rend aux toilettes : c'est la fausse couche. Quelques jours plus tard, Valls se déclare choqué. Quelques mois plus tôt, une caissière avait manqué de peu d'être licenciée de Auchan pour une erreur de caisse de 85 centimes d'euros. Valls n'avait alors pipé mot.

Cette scène marquante de la vie ouvrière est à l'image de la situation de salariés qui doivent « se contenter » d'un emploi précaire (dans ce cas précis, un « contrat de professionnalisation »). A lui seul, ce drame pourrait résumer le bilan de la politique anti-ouvrière et antisociale qui a sévi pendant 5 ans.

« Selon que vous serez puissants ou misérables... »

Dans le même temps, Lagarde, ancienne ministre de Sarkozy et directrice du FMI, a finalement été reconnue coupable d'avoir autorisé un « arbitrage privé » permettant à Bernard Tapie d'empocher 400 millions d'euros dans le litige qui l'opposait au Crédit Lyonnais. Coupable, certes, mais dispensée de peine par la Cour de justice de la République. Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir, disait La Fontaine.



Christine Lagarde

Dans le même registre de la vulgarité crasse, Carlos Ghosn, PDG de Renault a, à son actif, la suppression de 9000 postes. Au bout de la chaîne, les conditions de travail sont celles du surmenage, de burn-out et d'incitations au suicide. Cet homme ne manque pas de flair financier. En effet, le 16



Carlos Ghosn

décembre, il a acquis 132 720 actions au prix unitaire contractuel de 37,43 euros qui a grimpé à 85,34 euros. Au titre de ses stock-options, ce capitaine d'industrie pourrait empocher 6,36 millions d'euros. En ce qui le concerne, « *la France va mieux* » comme l'a souligné Hollande tout au long de l'année écoulée.

Le « bon chemin »

Pour Hollande, l'année 2016 s'est donc achevée en queue de poisson. Sans surprise, son allocution présidentielle du 31 décembre est testamentaire. Il cherche visiblement une porte d'entrée dans la postérité, à deux doigts d'évoquer les forces de l'esprit sur lesquelles Mitterrand se fondait. François Hollande, la mine grave du président de la République qui ne se représentera pas, n'a exprimé qu'« un seul regret », « avoir proposé la déchéance de nationalité ». « *Je pensais qu'elle pouvait nous unir alors qu'elle nous a divisés* ». Pour le reste, tout le reste, le satisfecit est total : « *les résultats sont tardifs, mais ils sont là* ». En février 2012, souvenons-nous, Mélenchon avait assuré ses électeurs potentiels que Hollande était « *sur le bon chemin* »¹. Et, quel chemin ! Le chemin du pacte de responsabilité, de nouveaux coups portés à nos retraites et à l'assurance-maladie ! Le chemin de l'état d'urgence et de la « *déchéance de nationalité* » ! Le chemin qui conduit à la liquidation du droit du travail. Le chemin de la courbe irréversible du chômage et du travail toujours plus précaire et morcelé. Le chemin de la flexibilité mais aussi des matraquages, gazages, peines

de prison infligées à de simples manifestants. Le chemin de l'islamophobie. Et, ne l'oublions pas l'obscur sentier de la guerre, de l'accolade aux dictateurs saoudiens, à Erdogan, à Ouattara (Côte d'Ivoire), du soutien aux bombardements sionistes de Gaza. Le chemin du 49-3 et de la réforme qui tue la SNCF. Ce chemin dans lequel il a fini par se perdre lui-même. Oui, il a fini par se faire harakiri, pour éviter l'explosion de la tête de l'État. Il a fini par plier sous la pression de Cambadélis et Valls. Son extrême impopularité a eu raison de lui. La crise du régime en chute libre a fini par le rattraper.

Ruines politiques

Ainsi, sous la pression de la lutte des classes, l'année 2016 laisse un paysage politique en ruines à la veille d'échéances électorales majeures. En moins d'un mois, ont disparu des radars un ancien président de la République, Sarkozy, un ancien premier ministre, Alain Juppé, pendant que François Hollande, chef de l'État en exercice, annonce donc qu'il ne briguera pas un nouveau mandat, une première dans l'histoire de la V^e République.

Valls, un peu vite, a cru que son heure était arrivée et que, bon prince, Hollande lui ferait la courte échelle. Dans la course à la candidature de la « *belle alliance populaire* », Valls bute sur un premier obstacle.



Vincent Peillon et Manuel Valls

Tiré du néant littéraire où il incubait, Peillon est placé en travers de sa marche. Il fait alors un faux pas dont tout indique qu'il s'en mordra les doigts, en

Chronique d'une chute de régime

se prononçant pour la suppression du 49-3 (hors débat budgétaire). Infatué de soi-même ou abusé par ses conseillers, il ouvre cette « immense blessure » (El Khomri, dixit, à propos du 49-3) qui ne s'était pas refermée. Et, très vite, il va devenir le Virenque de la politique, contant qu'il aurait usé de cette arme antiparlementaire à l'insu de son plein gré. Croyant se racheter une conduite, le temps d'une élection, il croit au pouvoir d'amadouer les choses. Au lieu d'essayer de mettre le 49-3 entre parenthèses ou de l'assumer devant la fraction la plus à droite de son électorat putatif. Le voilà, la risée de tous. Le voilà enfariné au cri de « 49-3, on n'oublie pas ! »

Monsieur 49-3

Aux yeux de tous, le 49-3 est frappé du sceau de l'illégitimité. La loi El Khomri en est marquée à tout jamais. Tout comme la loi Macron qui l'avait précédée. Tout comme Valls, soi-même ! A jamais, il restera Monsieur 49-3. Il ne peut en rejeter la faute sur les frondeurs sans fronde car dès le début mars 2016, El Khomri en avait vendu la mèche.

LA DÉMOCRATIE A DISPARU



Donné favori par principe par les sondages, tout comme Juppé avant lui, Valls doit rivaliser avec trois de ses anciens ministres (Pinel, Hamon et Montebourg) et un ancien ministre de Hollande-Ayrault, Peillon, le saccageur des rythmes scolaires de l'Éducation nationale. Sans oublier Macron, d'ores et déjà candidat qui a sauté du train de Hollande en marche pour ne pas dérailler avec lui. S'ajoutent les ministres qui ne le soutiennent pas : Christiane Taubira qui a claqué la porte en février 2016, Ségolène Royal, Stéphane Le Foll et Bernard Cazeneuve. Les primaires « à gauche »

nous donnent un aperçu saisissant de la crise du régime, foire d'empoigne d'hommes d'État que rien ne sépare pourtant sur le fond et qui n'ont cessé de se trahir mutuellement.

La mort annoncée du parti communiste

Ces primaires d'un côté et *La France insoumise* de l'autre privent totalement la PCF d'oxygène et de la moindre parcelle d'espace politique ou électoral. La longue période du déclin de ce parti autrefois très puissant cède le pas à l'agonie. Non, Chassaigne ne jouait pas les Cassandre lorsqu'il prévenait que le soutien à Mélenchon signifierait « la mort du Parti communiste ». Le parti qui, en 1958, alignait encore 10 000 permanents salariés, peine à regrouper aujourd'hui 40 000 adhérents dont on sait qu'une partie importante sont des encartés d'un jour, captés à la fête de l'Huma. Son emprise sur la CGT est en jeu, à présent et l'appareil de « la grande centrale » pâtit rudement de la liquidation rampante du parti qui fut sa colonne vertébrale. En son sein se disputent plusieurs chapelles, plus ou moins nostalgiques du temps où il faisait sa loi dans le mouvement ouvrier, son appareil assurant la protection rapprochée de tous les gouvernements en place, au prix de grands écarts et de double-langage ou d'équivoques en tous genres.

Chaos politique au sommet, lutte de classes en bas

Il y a, nous l'avons souligné, un chaos politique total au sommet et dans les appareils qui ont lié leur sort au maintien de l'ordre capitaliste et impérialiste en plaidant pour les « bonnes réformes » et les « bonnes remises en question » des conquêtes sociales ouvrières de 1936-1945. Mais, en revanche, la situation politique générale n'est en rien chaotique. Elle est aiguillée et encadrée par la lutte de classes. Ainsi, l'entrée en application de la loi El Khomri n'était en rien fatale après son adoption dans les pires conditions en juillet. Au lendemain de la dernière manifestation du 15 septembre, Maily-Martinez avaient juré qu'ils trouveraient moyen de la combattre autrement et notamment sur le terrain juridique. Or,

l'heure de la trêve pour cause d'élections avait sonné. Comme l'indique Mediapart : « À titre d'exemple, l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (l'UIMM), la CFE-CGC, la CFTC et FO ont signé en septembre un accord qui permettra aux entreprises du secteur de moduler le temps de travail sur trois ans (contre un an actuellement), comme le permet la loi El Khomri. »² [la CFDT Métallurgie a également paraphé cet accord honteux - ndlr³]. Où en êtes-vous, Maily-Martinez dans votre guérilla juridique ?



Philippe Martinez et Jean-Claude Maily

Les syndicats, enjeux de la lutte des classes

Mais très nombreux sont les syndicalistes CGT ou FO et les salariés qui comprennent que le syndicalisme est un enjeu de la lutte des classes elle-même et que seul, un syndicalisme renouant avec la lutte des classes, et seule, une politique de lutte de classes, ont de l'avenir. Dans cette voie, tout est possible, à commencer par la satisfaction des revendications vitales et l'abolition de toutes les réformes scélérates. En face, les postulants tout en chérissant leurs ambitions sont glacés d'effroi face à la réaction que leurs plans destructeurs ne manqueront pas de déclencher soudainement par simple accumulation de la chaleur : un degré de trop la transformera en vapeur révolutionnaire.

Wladimir Susanj,
08-01-2017

1. [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/...](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/)
2. [https://www.mediapart.fr/journal/economie/.](https://www.mediapart.fr/journal/economie/)
3. Fac similé de l'accord : https://uimm.fr/wp-content/uploads/2016/11/2016-09-23_Accord-national-relatif-%C3%A0-l'emploi-dans-la-m%C3%A9tallurgie.pdf

Dossier du mois : Pour l'interdiction du travail précaire

Un vrai travail, un vrai salaire, un vrai toit - Pas la charité

Depuis plusieurs mois, les « acteurs » de la lutte de places mettent sur le tapis un « revenu universel », sorte de super-RSA. D'autres, plus radicaux parlent de « salaire à vie » et Mélenchon de « contrats jeunes » et de « droit opposable à l'emploi ». Les « précaricateurs » et les bonnes âmes se bousculent au portillon, feignant d'oublier l'explosion des emplois précaires du quinquennat agonisant. D'autres cherchent à opposer ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas. Remettons les pendules à l'heure.

La marche à la précarité a commencé à la fin des années 1970. Les premières formes ont été le développement du travail intérimaire dont les agences mettaient en cause le monopole du placement de la main d'œuvre par l'ANPE (hors « petites annonces »). Les prospecteurs placiers de l'ANPE envoyaient des salariés privés d'emplois aux employeurs devant embaucher et les employeurs devaient motiver tout refus d'embauche du candidat, sélectionné en fonction de ses diplômes et de sa qualification acquise. En règle générale, le candidat subissait un essai professionnel. Il y avait deux types d'emplois : les emplois permanents et les emplois saisonniers. L'Intérim a alors servi de cheval de Troie de la déréglementation. L'autre forme de travail précaire visait les jeunes, sortant de l'école avec un CAP ou un BEP, les « stages Barre » payés à 90% du SMIC sur un an, pour des jeunes travailleurs qui pouvaient prétendre la qualification P1, bien plus élevée que le SMIC. Les patrons ne voulaient plus prendre en charge le temps d'adaptation des nouveaux embauchés à leur poste de travail.

1980 : Les jeunes des LEP contre les « stages »

Fin 1979, une circulaire ministérielle décide d'envoyer les élèves des LEP en stage de 15 jours en entreprise, comme premier pas vers un système d'alternance école-entreprise livrant au patronat une main d'œuvre taillable et corvéable à merci payée à coup de lance-pierre. Mais, cette première mesure « expérimentale » se heurte en janvier-février 1980 à la grève générale des élèves de LEP contre cette circulaire. Les militants de l'OCI y joueront un rôle dynamique d'entraînement sur un seul mot d'ordre : « *abrogation de la circulaire « Beullac » - Pas un élève en stage* ».



Roland Carraz (1943 - 1999)

L'arnaque du « bac pro »

En 1988, la loi Carraz met en place le « bac pro » sous couvert du noble objectif d'emmener « 80% des jeunes au baccalauréat ». Il y a maldonne dans la seule mesure où le bac pro ne donne pas accès à l'Université. C'est donc un faux bac puisque le baccalauréat est historiquement « le premier grade universitaire » (depuis Napoléon !). A ce moment-là, les élèves ayant obtenu un BEP peuvent faire « deux ans de plus » pour un Bac pro et les meilleurs pourront éventuellement aller ensuite en classe de BTS. Et, cerise sur le gâteau, des « séquences en entreprises » sont prévues. Jusqu'ici, les élèves de BEP les mieux notés pouvaient aller dans une classe de Première technologique et préparer le bac technique, plus qualifiant que le bac pro. Mais là n'est pas le plus grave : cette loi a pour véritable objectif, la suppression progressive des CAP.

2000 : « L'exercice de l'État » de Mélenchon

En 2000, surgissent les fameux lycées professionnels qui permettent de généraliser l'alternance école-entreprise, avec des formations en alternance systématique. Le patronat ne remerciera jamais assez « le chef des insoumis » d'avoir « cristallisé » l'alternance. Y compris la

SNCF qui fermera ses centres d'apprentissage soustraits à la « production » et qui, à l'instar d'autres grandes entreprises, pourra supprimer des postes en redistribuant les tâches de ces postes aux « alternants ». Le gouvernement de droite qui suivra les « années Jospin (et Mélenchon) n'aura plus qu'à supprimer les BEP. Le bac pro sera au mieux un BEP + : au lieu de quatre ans d'enseignement (moins les périodes d'alternances ou de « séquences en entreprise »), il n'en reste que trois. Tandis que prolifèrent les centres d'apprentissages privés et patronaux, subventionnés par l'Etat, au détriment de l'enseignement public.

1984 : premier envol de la précarité

La précarité ne se résume pas à ces mesures de déqualification et de mise à disposition d'une main d'œuvre intermittente « en formation ». Son véritable envol commence en 1984, sous le gouvernement Mitterrand-Fabius, avec les « TUC » (travaux d'utilité collective) : embauches de jeunes sous-payés et à 20 heures par semaines dans les entreprises publiques. Marchais aura beau dire « *les Tuc, c'est du toc* », son camarade Claude Quin, président de la RATP, va enrôler sous ce régime, des « RATP junior ».



Claude Quin (1932 - 2002)

De retour aux commandes, la droite va créer les SIVP (stages d'insertion à la vie professionnelle) du même acabit mais « embauchables » dans toute la branche. Puis revient la gauche qui crée

Dossier du mois : Pour l'interdiction du travail précaire

des TUC à temps plein sous la forme des CES – contrats emplois solidarités, pour des « publics » de tous âges. Dans les mairies, à la SNCF, dans les écoles. Facturés en dessous du SMIC. Ensuite, Jospin imposera ses « emplois-jeunes ».

Grandes mobilisations contre les contrats précaires

Ensuite toute une palette de contrats hybrides voit le jour, tels les « contrats de professionnalisation ». Le nouveau gouvernement de droite Mitterrand-Balladur pense avoir les coudées plus franches en tentant d'imposer les CIP en mars 2014. Le fameux SMIC jeunes qui va provoquer une flambée de révolte de la jeunesse, soutenue par la CGT, qui amènera le secrétaire général de la CGT, Louis Viannet à dresser en préalable à toute négociation avec le gouvernement « le retrait du CIP ». Le gouvernement reculera alors en bon ordre. Douze ans plus tard, Villepin reviendra à la charge avec les CNE-CPE (contrat nouvel emploi de 5 ans et contrat première embauche). Face à la levée en masse



Dominique de Villepin

de la jeunesse et d'un pan entier de la population, Villepin abandonnera le CPE et le CNE tombera vite en désuétude. Avec Hollande, la précarité repart en flèche avec les « emplois d'avenir » sans avenir et les CUI, contrats uniques d'insertion. Dans le même temps, 90% des embauches seront réalisées en CDD. CDD qui ont été « sanctuarisés » sous Mitterrand.

« Ce qui nous pend au nez »

Dès lors, comment s'étonner de la pauvreté galopante, dans ce pays ? En 2003, le secrétaire général de FO Marc Blondel prédisait : « Dans dix ans, les salariés seront tous des intermittents, y compris les fonctionnaires. Voilà ce qui nous pend au nez » (le Parisien, 25-08-



Marc Blondel (1938 - 2014)

2003). Dix ans, quinze ou vingt ans, c'est bien à cela que la « technostucture » des gouvernements successifs travaille et, il faut bien le dire, c'est bien à cette logique qu'obéissent tous les chantres de la « sécurité sociale professionnelle » ou du « salaire à vie ». L'alternance formation-entreprise à vie, au détriment de la formation initiale. Sur le papier, c'est bien joli : dans la vie vivante, c'est la précarité à vie. Même pavé de bonnes intentions, un enfer reste un enfer.

RMI/RSA - SMIC et assurance-chômage

Toutes ces potions magiques ne viennent pas à bout du chômage et de ses conséquences, à savoir la déchéance. Aussi bien, en 1988, a été créé le RMI (aujourd'hui RSA) présenté comme une belle œuvre sociale. Nous ne citerons jamais assez le mot de Jaurès s'insurgeant contre toutes ces belles âmes qui cherchent toujours à remplacer « la certitude du droit par l'arbitraire de l'aumône ». Un syndicaliste, Roger Sandri (FO) avait prévenu (nous citons de mémoire) : « Le RMI vise à concurrencer le SMIC ». Premier aspect de ce cadeau empoisonné. Le pouvoir d'achat des salariés au SMIC tangente le pouvoir d'achat des allocataires du RSA.

La raison en est simple : personne ne peut vivre avec le RSA fixé sous le seuil officiel de pauvreté. Il trouve son complément dans l'APL (dont le plafond exclut les salariés qui ont des bas salaires), dans la CMU (inaccessible aux « petits salaires », trop pauvres pour avoir une mutuelle correcte et pas assez pour la CMU). Le RMI puis RSA n'ont pas seulement tiré le SMIC vers le bas, mais ils ont été une arme contre l'assurance-chômage. C'est ainsi que l'ARE a pu être limitée à moins de deux ans d'indemnisation et que Pôle emploi est chargé de se transformer en machine à radier les chômeurs.

Bien entendu, nous serons en première ligne de défense face à tous ceux qui

s'attaquent aux « minima sociaux » et aux droits qui y sont attachés (APL, CMU) et, comme nous l'avons été, dans les combats pour leur augmentation immédiate. Mais, cette bataille s'inscrit dans un combat plus large : indemnisation de tous les chômeurs tant qu'ils n'ont pas obtenu un CDI et augmentation de l'ARE ; interdiction des licenciements et des suppressions de postes ; interdiction du travail précaire.

Comme l'affirmait le grand syndicaliste Pierre Monatte : « Vous avez besoin d'une boussole. Je n'en connais qu'une : l'intérêt ouvrier, celui de la classe ouvrière française, celui aussi des ouvriers de tous les pays. L'intérêt général, l'intérêt national, fichtaises et tromperies. » (<http://www.fondation-besnard.org/spip.php?article214>)

Daniel Petri,
04-01-2017

Lexique

APL : aide personnalisée au logement

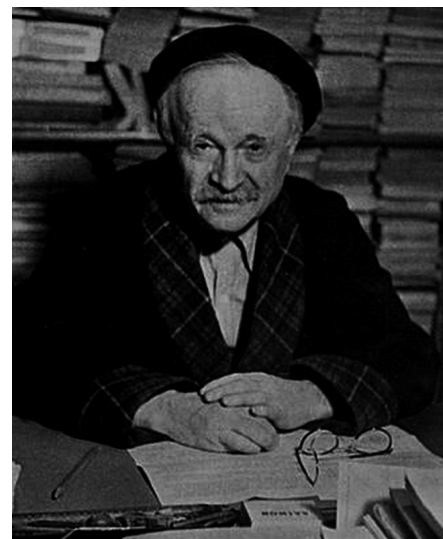
ARE : allocation de retour à l'emploi (assurance chômage)

RMI : revenu minimum d'insertion

RSA : revenu social d'activité

CMU : couverture maladie universelle (récemment supprimée, mise en place de la CMU complémentaire)

LEP : lycées d'enseignement professionnel (préparant CAP, BEP, puis Bac-pro) fondus dans les lycées professionnels



Pierre Monatte (1881 - 1960)

Hommage à Pedro, un an après

Une expulsion liquidatrice

Nous avons abordé dans notre dernier numéro l'expulsion de Pedro Carrasquedo des rangs du CCI en 1992. L'expulsion de Pedro, Lebreton, Alexis et Antonio pour un prétendu « manquement au centralisme démocratique » préfigurait déjà l'explosion du courant lambertiste en juillet 2015. Comme le rappelait Marx en son temps « Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre ».

Le 20 février 1992, le comité central (CC) du CCI est réuni. Ses membres sont appelés à voter une résolution contre le « manquement au centralisme démocratique » d'Antonio, lui-même membre du CC. Les jeunes de son secteur ont maintenu un bulletin de l'AJR¹ dans le Val de Marne. Le CC du CCI avait décidé de liquider cette organisation révolutionnaire de jeunes (théoriquement indépendante) au profit de regroupements « parole de jeunes ». En outre, cette décision du CC ne se fondait pas sur l'orientation définie par les congrès précédents du PCI (devenu CCI à la faveur de la proclamation totalement artificielle du Parti des travailleurs, en novembre 1991.)

Pedro, Antonio, Alexis (Corbières) et Lebreton (Jean Paul Cros) refusent de voter cette résolution bureaucratique et sont mis en dehors du Parti le 1^{er} mars, en attendant que le congrès suivant ratifie leur exclusion. Cette « ratification » intervient le 10 mai suivant. Dès lors, Pedro est officiellement exclu du CCI, ainsi que les trois autres membres du CC. 150 militants, solidaires avec eux, sont exclus à leur tour dans leurs cellules ou des AG de secteur où Lambert descend pour faire ses « mises au point – mises en garde ».

A l'heure du laitier

Moins de 48 heures plus tard, à l'heure du laitier, Pedro et sa compagne sont arrêtés sans ménagement par des forces de l'ordre de type GIGN dédiés à la lutte antiterroriste. S'en suit une garde à vue de 96 heures, avec les longs interrogatoires de rigueur. Pedro avait hébergé un militant basque et le voilà accusé de « soutien logistique à une association de malfaiteurs », en l'occurrence, ETA. Il sera relaxé de ce chef d'accusation trois ans plus tard. Sur l'instant, son arrestation fait l'objet d'une dépêche AFP qui cite la police. Mais, dans la foulée, au

nom du CCI, Pierre Lambert se fend d'un communiqué de presse pour le moins surprenant. (Voir illustration ci-contre)

Rupture du principe de solidarité face à la répression

COMMUNIQUE DE PIERRE LAMBERT
responsable du Courant communiste internationaliste
Section française de la IV^e Internationale
(anciennement PCI)

13 mai 1992

Dans un communiqué de l'AFP en date du 13 mai 1992, il est indiqué que Pedro Carrasquedo, « appartenant jusqu'au mois de mars au PCI », a été interpellé « dans le cadre de l'opération menée par la police française sur commission rogatoire du juge Laurence Le Vert contre "le réseau logistique de soutien, en France, à l'organisation indépendantiste basque ETA". »

Il est exact que Pedro Carrasquedo a appartenu au PCI. Toutefois, la position de la IV^e Internationale doit être rappelée : c'est sur le plan exclusivement politique qu'elle apporte son soutien au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; c'est sur le plan exclusivement politique qu'elle se prononce contre la répression et pour le droit du peuple basque à se définir lui-même sans interférence de quiconque.

On l'a vu, Lambert cite, sans aucune critique, la version officielle et s'empresse surtout de souligner que Pedro n'est plus membre du CCI (sic). Et, surtout, en rupture avec le principe élémentaire de solidarité avec tout militant en butte à la répression, Lambert n'exige pas la libération immédiate et inconditionnelle de Pedro. Ce communiqué ne peut que jeter le trouble parmi les militants du CCI. Certains d'entre eux (propos entendus par l'auteur) soupçonneront Pedro d'être « un agent d'ETA ». Pedro qui, jusqu'ici, était officiellement chargé par son parti des contacts avec le parti indépendantiste basque Herri Batasuna, dont les communiqués étaient fréquemment lus à la Tribune des meetings « lambertistes ».

De la calomnie à ...

En pareil cas, les griefs adressés aux militants éjectés sont rétroactifs : Pedro aurait œuvré à une compromission « pro-traité de Maastricht » des indépendantistes basques avec l'État espagnol oppresseur. Et, il aurait tenté de « faire main basse » sur le CNDDDTI² dont il était pourtant le principal animateur (très

rapidement, le CCI abandonnera le CNDDDTI et lors de sa campagne présidentielle de 2002, Daniel Gluckstein prendra soin de laisser de côté la question de la régularisation sans condition de tous les sans-papiers et de la fermeture des camps de rétention). Viles calomnies. Et de la calomnie à la violence physique, il n'y a qu'un pas, bien vite franchi.

... la violence

Les militants exclus, et c'était leur droit démocratique le plus strict, ont constitué une fraction publique du CCI en vue d'obtenir leur réintégration. Et, à l'entrée d'un meeting du PT dont ils étaient encore formellement membres, ils ont distribué un tract (21-05-1992). Ou, du moins tenté de le faire, avant de

se faire agresser et prendre en chasse par le SO. Une jeune militante est blessée. Ensuite, à deux reprises, des militants étudiants qui maintiennent l'AJR seront à leur tour victimes de coups et blessures à deux reprises, à la faculté de Jussieu (notamment, le 31-03-1993). Ne pouvant dans ces conditions espérer leur réintégration dans le CCI, les exclus constituent, autour du journal éponyme, le groupe *La Commune* et vont contacter les trotskystes dits « morénistes » d'Amérique latine trempés dans les combats extraordinairement difficiles contre les dictatures et l'impérialisme yankee.

Daniel Petri,
04-01-2017

A suivre : Aux origines de *La Commune*

1. Alliance des jeunes pour le socialisme
2. Comité national de défense des droits démocratiques des travailleurs immigrés

Sources : archives *La Commune*

Mélenchon

La politique étrangère impérialiste de Mélenchon

Notre dernier article sur Mélenchon nous a valu sur notre blog Mediapart* quelques commentaires qui se veulent véhéments à notre endroit : « idiots utiles du système », « oisifs », « extrême gauche stérile », « trolls », « hors sol », « vous ferez élire Le Pen ou Fillon », etc. Il y en aura d'autres de la même eau « insoumise ». En effet, nous allons continuer à expliquer patiemment en quoi JLM2017 est un imposteur, pour le compte de l'impérialisme.

« La politique étrangère correspond à la politique intérieure » a noté Trotsky en 1940¹. « Dis-moi quelle est ta politique étrangère et je te dirai qui tu es, Mélenchon ». Ce n'est pourtant pas si facile qu'il y paraît car il ne cesse de mentir, tantôt éhontément, tantôt par omission, sur les positions qu'il défend. A commencer par la Syrie et les bombardements génocidaires d'Alep perpétrés par les bouchers impérialistes Al-Assad-Poutine, avec la complicité d'Obama.

L'insoumis en victime indignée

Le 16 décembre, sur sa chaîne Youtube, Mélenchon se présente en victime : « on fait de moi l'ami des bombardements sur cette partie de la ville », « je suis indigné, blessé(...) de mon côté, tous les bombardements m'écœurent, pas certains seulement (...) ce qui est en cause, à Alep comme à Mossoul, comme au Yémen, comme aux frontières de la Turquie, c'est un plan d'ensemble qui font que **se confrontent des puissances régionales** qui, chacune, espèrent arracher un morceau du territoire de la Syrie ou se garantir le passage sur son territoire et l'accès aux richesses que représentent les gazoducs et les oléoducs. Rien d'autre. (...). C'est une guerre d'intérêt. Et, à mes yeux, tous ceux qui essaient de déséquilibrer le regard que l'on porte sur cette région ne rendent service à personne (...) car l'histoire finira par montrer quels menteurs, ils ont été » Voilà qui est bien pontifiant et « géopolitique » mais qui ne porte aucun jugement sur les auteurs des bombardements. La suite fait froid dans le dos « **bien sûr, il y a des bombardements à Alep et ils sont terribles, ils opposent des armées et non pas une armée contre des civils. Ceux que l'on qualifie aimablement à intervalles réguliers de rebelles sont des combattants d'une armée qui se réclame de l'islamisme et chaque jour tire sur Alep Ouest qui se trouve sous contrôle gouvernemental.** Encore une



fois, je ne dis rien de tout cela pour émanciper l'un et l'autre de sa responsabilité » Le tout pour conclure « **notre point de vue, c'est l'intérêt des Français et celui de la France ; l'intérêt de la France, c'est la paix.** Pour arriver à la paix, il y a une méthode : la coalition universelle pour en finir avec Daesh (...) et pour moi, je ne fais pas différence entre Daesh et les autres branches de ce type et notamment les troupes d'Al-Qaida qui se trouve à Alep Est et qui sont directement responsables des assassinats et des meurtres qui ont eu lieu en France. Une coalition universelle et la mise autour de la table de tous ceux qui ont parti pris à cette guerre (...) »². Il précise ensuite que ni la Syrie, ni l'Irak ne doivent être démembrés. Puis, il se défend d'être l'ami ou le soutien politique de Poutine, prévient contre toute confrontation avec la Russie, se présente en champion de la paix et de la ...neutralité !

Un silence assourdissant

Nous avons pris la peine de citer de longs extraits de cette vidéo pour montrer comment Mélenchon enfume les choses. Ce qui lui permet de faire le silence tout à la fois sur Poutine et ... sur Obama (et Hollande !), en mettant la situation actuelle sur le dos des « puissances régionales ». Ce faisant, il continue à vouloir faire croire qu'à Alep

s'est noué un combat militaire entre une armée régulière et des factions islamistes. Ce faisant, il ne manque pas de se prévaloir de « l'intérêt de la France », de son propre impérialisme. Il ne veut, dit-il, démembrer aucun pays mais prône une coalition universelle, c'est-à-dire l'intervention commune USA-Russie-France sous couvert d'éliminer Daesh, mais surtout de se partager les « zones d'influence » ! Or, il est censé savoir que tant qu'il y aura des troupes et des frappes impérialistes russes, étasuniennes et françaises, aucune paix juste et durable au Proche et Moyen-Orient – et, a fortiori, dans le monde – n'est pensable puisqu'aussi bien Daesh et autres pillards se drapant de la religion tirent leur force des bombardements, frappes et interventions terrestres impérialistes.

Cet enfumage mélenchoneux vise tout autant à couvrir ses déclarations antérieures clamant que Poutine allait « régler le problème », se refusant à condamner les bombardements d'Alep. Mais comme on l'a vu, ce tribun n'a pas en vue l'intérêt des travailleurs et des peuples, il a en vue l'intérêt de la France, à telle enseigne qu'il a soutenu, en 2011, les frappes aériennes de Sarkozy en Libye. Pour la paix Mélenchon ? À d'autres !

Daniel Petri,
23-12-2016

*<https://blogs.mediapart.fr/edition/la-commune-pour-un-parti-des-travailleurs-0>

1. [https://www.marxists.org/francais/trotsky/...](https://www.marxists.org/francais/trotsky/)
2. <https://youtu.be/cWbD66BNWc4>

État espagnol

Institutions en crise et nationalités

Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant l'impuissance du gouvernement Rajoy à résoudre le problème des nationalités, expression de l'exacerbation de la lutte des classes. Le Partido Socialista Obrero Español (PSOE) contraint à un pacte avec le Partido Popular (PP) pour maintenir les institutions s'installe à son tour dans une crise interne sans précédent.

La crise qui secoue le PSOE ne peut que s'aggraver. Son secrétaire général, Pedro Sanchez, a démissionné. Une « commission de gestion » a pris les commandes du PSOE. Au même moment, PP et PSOE ont défini les limites de la réforme constitutionnelle : M. Rajoy et le président de la commission de gestion, Javier Fernández, s'accordent pour éviter une révision totale de la Constitution. Ils cherchent l'un et l'autre à écarter du champ de la réforme constitutionnelle des questions comme l'unité de l'Espagne, la reconnaissance du droit à l'autodétermination et la monarchie. Ils avouent ainsi leur impuissance et l'impossibilité de réformer des institutions que le *Partido Comunista d'España (PCE)*, le PSOE et les franquistes avaient scellées, il y a bientôt quarante ans, pour ne pas mettre en péril la monarchie héritée du général Francisco Franco.



Francisco Franco (1892 - 1975)

L'aspiration à la sécession de la Catalogne

Or le droit à l'autodétermination est aujourd'hui encore au centre du débat politique. Le député du *Partit Demòcrata Català (PDC)*, Francesc Homs, après la présidente de la Généralitat, Carme Forcadell, vient d'être inculpé par le Tribunal Suprême pour son rôle dans l'organisation d'une consultation plébiscitaire sur le droit à décider en novembre 2014. En réponse à ce déni de démocratie élémentaire, *Junts pel Sí (JxSí)*, (coalition du PDC avec *Esquerra Republicana*

de Catalunya) annoncent que le texte de la proposition de référendum décidé par le gouvernement de la Généralitat sera maintenu secret pour éviter son interdiction, jouant ainsi à cache-cache avec les aspirations légitimes des catalans alors que le Centre d'études d'opinion catalan - organisme dépendant de la Généralitat - déclare dans un sondage récent que les 45,3% de la population voterait la sécession de la Catalogne.

La direction de Podemos et « l'ordre stalinien »

Le porte-parole de l'assemblée de Madrid de *Podemos*, José Manuel López, vient d'être limogé et remplacé par un partisan du secrétaire général, Pablo Iglesias, dans la bataille engagée par les courants de cette organisation entre le secrétaire politique Iñigo Errejón, partisan d'une plus large décentralisation et Pablo Iglesias. Pour l'instant M. Errejón est sorti renforcé de ce premier duel, M. Iglesias ayant obtenu 41% des voix contre 39% de son adversaire. Ce résultat rend pratiquement *Podemos* ingouvernable.

Pour sa part, Juan Pedro Yllanes, député d'*Unidos Podemos (UP)* et tête de liste aux Îles Baléares, a accusé le cofondateur de *Podemos*, Juan Carlos Monedero, de l'avoir menacé et intimidé à la suite de sa prise de position dans le conflit entre les deux courants en lice. Selon *El País* du 16 décembre, M. Yllanes a déclaré : « j'ai été menacé par le camarade Juan Carlos Monedero qui m'a averti que jusqu'en février - congrès du parti - je peux dire des choses dérangeantes sur son compte mais que lorsque l'ordre stalinien reviendra, il faudra que je fasse attention à ce que je dis ». Un député témoin direct, de *Podemos*, Eduardo Maura, a écrit : « on me pose beaucoup de questions sur Yllanes. Il est vrai que j'étais là et ce qu'il



Juan Pedro Yllanes

dit est vrai ». M. Yllanes, juge en disponibilité, l'une des figures emblématiques de *Podemos*, a déclaré qu'il ne permettra aucune intimidation : « ces attitudes me semblent répugnantes et ne m'empêcheront pas de continuer à donner mon opinion sur *Podemos* [...] Je ne me suis pas tu au cours de ma carrière judiciaire et je n'ai pas décidé de m'engager en politique pour me taire ». Il avait rallié *Podemos* après avoir été désigné par l'Audiencia Nacional (tribunal de grande instance) de Palma de Mallorca pour présider l'affaire Noos sur les malversations de fonds du beau-fils et de la fille du roi Juan Carlos 1^{er}.

Les bouffons de la Monarchie

A travers ces joutes verbales, *Podemos* dévoile son véritable rôle de bouffon de la monarchie. Ainsi, *Podemos* rejette le référendum catalan, qu'il considère « une irrévérence qui viole l'article 92 de la Constitution et la législation en vigueur sur les référendums ». Tout comme le PSOE, *Podemos* se tiendra strictement dans les limites constitutionnelles que fixe le Capital, avec l'aide du roi, des juges et de la police. Son crétinisme institutionnel est dès lors avéré.

Domingo Blaya,
04-01-2017

Argentine

Toute la dette est illégitime

Dès son arrivée, Macri a accordé des allègements de taxes à l'exportation, a décidé la dévaluation du peso, la réduction des effectifs dans le secteur public, l'arrêt du contrôle des mouvements de capitaux, l'annulation des déclarations d'importations, la levée de la maîtrise des tarifs publics. L'inflation s'est accélérée. Puis l'augmentation démentielle des tarifs publics de 400% a provoqué une chute brutale du pouvoir d'achat de la population. Des « mesures nécessaires et inévitables » qui ne manquent pas d'intensifier la lutte des classes.

La population et les travailleurs subissent les mesures d'austérité mais Macri ne veut pas se couper de la finance internationale.

Le ministre des Finances, Alfonso Prat Gay, veut retrouver la confiance des investisseurs étrangers sinon il promet « des mesures fiscales terribles ».

La dette est un problème politique

Le ministère des Affaires étrangères du gouvernement Hollande est plutôt clair :

« Désireux de rendre à l'Argentine sa place sur les marchés financiers internationaux, le Président M. Macri a fait du règlement de contentieux avec les fonds spéculatifs dits « fonds vautours », une priorité. Ce litige, qui entravait le retour du pays dans le paysage financier international a été résolu en quelques mois, grâce aux négociations que le nouveau gouvernement a engagées avec les créanciers, dès son arrivée au pouvoir. L'Argentine s'est engagée à rembourser 4,6 milliards de dollars US en 2016 aux principaux créanciers »¹.

La dette n'est pas, avant tout, un problème financier mais bien un problème politique. En décembre 2001, sous la pression des grèves et des manifestations monstres, le président De la Rúa est contraint de prendre la fuite, la dette extérieure de l'Argentine s'élève alors à 144 milliards de dollars : c'est l'Argentinazo.

En Argentine, la dette est une institution, un monument. Un gouvernement lui a même consacré un musée, « el Museo de la Deuda externa », inauguré en octobre 2003. Car, en Argentine, la dette n'est pas seulement un sujet politique majeur, c'est aussi un drame national depuis les années 1970 quand la dictature militaire de Videla a fait exploser la dette extérieure du pays.



Alfonso Prat-Gay

En plein Argentinazo, l'économiste Norberto Galasso disait déjà :

« L'Amérique latine devra un jour être tentée de dire : Je ne paye pas. Pour cela, il faut une grande force politique et un fort soutien populaire »².

Pour l'indépendance politique des travailleurs

Les 19 et 20 décembre 2016, 15 ans après l'Argentinazo de décembre 2001, comme cadeau d'anniversaire, des milliers d'Argentins ont manifesté avec des partis de gauche et avec le nouveau front constitué par le MAS et le MST.

Le programme d'urgence du nouveau front est simple. Il est de gauche et socialiste. Il défend l'indépendance politique des travailleurs. Il propose de « lever les drapeaux contre le gouvernement de Macri, les organisations patronales, les gouvernements de toutes les couleurs, les variantes de centre gauche et la bureaucratie syndicale ». Il pousse « à la plus vaste démocratie et à l'autodétermination des travailleurs à partir d'une perspective ouvrière et socialiste. Il propose un programme pour développer la mobilisation indépendante ouvrière et populaire contre le capitalisme. Il a la volonté de mettre en avant les revendications qui viennent, de la rue, des femmes et de la jeunesse. Sur cette base stratégique, le nouveau front avance un programme global de mesures de fond et de mesures transitoires contre la crise du capitalisme impérialiste ».

Pour des mesures d'urgence contre la crise

Voici un extrait de ces mesures contre la crise

« Non au paiement de la dette extérieure. Annulation de la dette internationale quels que soient les créanciers. De l'argent pour les salaires, l'éducation, les services publics, la santé et le logement, un vrai travail et un vrai salaire pour tous.

. Re-étatisation, sous contrôle ouvrier et (ou) une gestion des travailleurs et des utilisateurs, de tous les services publics privatisés.

. Re-étatisation de tout le système ferroviaire et du Metro de Buenos Aires sous contrôle et (ou) une administration ouvrière, avec participation des utilisateurs et pour un plan de déploiement du réseau ferroviaire.

. Nationalisation sans indemnité de tous les groupes pétroliers privés et d'YPF, à 100 %, sous contrôle étatique et (ou) une administration des travailleurs. Pour un plan national énergétique contrôlé par les travailleurs et les utilisateurs.

. Nationalisation de la banque et du commerce extérieur sans indemnisation et sous administration et (ou) contrôle des travailleurs, de l'industrie minière et du grand capital industriel et agricole. Pour un plan économique au service des travailleurs et du peuple »³.

Macri voit d'un mauvais œil les manifestations d'anniversaire aux grèves de 2001, il a raison. Il a compris qu'il risque le même sort que De La Rúa. Le nouveau front fera tout pour que cela arrive.

Rémi Duteil,
30-12-2016

1. <http://www.diplomatie.gouv.fr>

2. www.marianne.net

3. <http://as.mst.org.ar/>

Palestine

État d'Israël, État criminel

Le Conseil de Sécurité de l'ONU vote une nouvelle résolution « contraignante » pour Israël. Ce n'est ni la première, ni la dernière et comme à chaque fois, les sionistes se joueront du texte dans une indifférence totale. Cette dernière résolution de fait s'attaque de nouveau aux droits démocratiques des Palestiniens. La colonisation continue par le biais des avant-postes, invention politique des sionistes pour expulser les Palestiniens de leur terre.

Le viol du droit international

Avec 24 heures de retard et une « tragédie » diplomatique, la dernière résolution sur « le conflit palestinien-israélien » a été votée par l'ONU par 14 pour, 0 contre et une abstention, celle des États-Unis. Le fait est notable même si ce n'est la première fois dans cette longue liste de résolutions bafouées par l'État sioniste. Non seulement Israël a défié 71 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU mais il a également refusé de signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires, ce qui lui permet à ce jour de détenir entre 200 et 400 armes nucléaires. L'État sioniste viole en permanence la Convention relative aux droits de l'enfant (1989), l'âge de la majorité a été descendu de 18 à 16 et demi pour les enfants palestiniens afin de pouvoir les emprisonner. Israël viole en permanence la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale de 1969. L'armée israélienne tue



sans compter et parmi ces assassinats, ceux de 35 journalistes et photographes. Le mur construit par le gouvernement sioniste en Palestine est déclaré illégal par la Cour internationale de justice. Le Mossad pratique l'élimination physique extra judiciaire. Malgré l'accord signé par Israël le 12 mai 1949 qui reconnaît le droit des Palestiniens chassés de chez eux à y retourner, les camps de réfugiés sont toujours debout. Il viole le Pacte international des droits civils et politiques, en particulier l'article 27 sur les droits culturels, religieux et linguistiques de la minorité arabe israélienne ; Israël



Benjamin Netanyahu

continue à interdire aux Palestiniens des territoires occupés de se marier à des Arabes israéliens, ou à des Palestiniens vivant en Israël de vivre en couple. Il viole le droit fondamental à l'enseignement des Palestiniens et des Arabes israéliens, ceux-ci ne disposant d'aucune université sur les 7 du pays, sachant qu'aucune n'enseigne de cours en arabe alors que l'arabe et l'hébreu sont reconnus comme langues officielles.

L'abstention en trompe-l'œil des États - Unis

Netanyahu rugit, crie au scandale, menace contre la dernière résolution de l'ONU et l'abstention des États-Unis. Le texte réaffirme le contenu de la résolution 465 qui invalide la prétention d'Israël à avoir annexé Jérusalem en 1967 et elle confirme « le caractère inadmissible de l'acquisition de territoire par la force ». La résolution réclame une pause dans « la construction des colonies, dans le transfert des colons israéliens, dans la confiscation de la terre, la démolition des maisons et le déplacement des civils palestiniens qui sont opérés en violation du droit international humanitaire et de résolutions importantes ». Bien sûr il ne s'agit que d'une pause. Ce nouveau texte réclame d'Israël qu'elle ne démantèle que les avant-postes établis depuis mars 2011, ce qui est une régression si l'on se réfère à la résolution 465 de 1980 qui réclamait le démantèlement de toutes les colonies existantes depuis l'occupation de la Cisjordanie en 1967. Le texte comporte l'affirmation

que les Palestiniens ont le devoir de « s'autocontrôler » pour le compte de leurs occupants, ce qui implique une négation du droit international reconnu des peuples sous occupation à s'engager dans une résistance légitime. En dernier lieu le texte ouvre la voie à la construction d'un bantoustan¹ où seront confinés les Palestiniens privés de tous leurs droits démocratiques.

Le viol des terres

En 1998, Ariel Sharon a appelé les Israéliens « à se ruer et s'installer sur autant de hauts de collines (palestiniennes) que possible pour agrandir les colonies (juives), car tout ce que nous prendrons aujourd'hui sera nôtre... Tout ce que nous ne prendrons pas ira à eux ». Israël n'a plus implanté, officiellement, de nouvelles colonies depuis le milieu des années 1990 mais a commencé à soutenir les colons qui occupaient des hauts de collines en Cisjordanie sous prétexte d'agrandir les colonies existantes. Bien qu'illégales, au regard du droit international, le gouvernement sioniste s'est arrangé pour que ces colonisations de terre le deviennent : arguant d'une loi interne, inventée de toutes pièces, qui établit une distinction entre terre de l'État et terre privée, le gouvernement sioniste a reclassé des terres privées palestiniennes en terres d'État. Le tour étant joué, les colons peuvent investir ces terres volées et dormir sur leurs deux oreilles en terres palestiniennes protégées par l'armée sioniste.

Francis Charpentier,
28-12-2016

1. Nom donné à un territoire attribué à une population noire en Afrique du Sud du temps de l'apartheid.

Syrie

Poutine - Assad, bourreaux contre-révolutionnaires

Après des mois de bombardement de l'aviation russe, l'armée de Al-Assad et les milices chiïtes irakiennes, libanaises et afghanes ont repris les différents quartiers d'Alep Est tenus par « les rebelles ». Les médias nous montrent alors les terribles images de ce qu'il reste de la population évacuée au milieu des ruines. Oubliant souvent de mentionner que cette évacuation se faisait encore quelques jours plus tôt sous les tirs et les bombardements : le lendemain de l'accord russo-turc, le cessez-le-feu est déjà rompu par Assad et les miliciens chiïtes à sa solde.

Depuis le début de la guerre, aucun cessez-le-feu n'a été respecté, le boucher Assad veut l'anéantissement total des insurgés. Poutine, par sa force de frappe le lui a permis, avec la complicité des impérialismes occidentaux, Obama et Hollande en tête.

Une guerre de classes

Aujourd'hui les JT relaient les images de la foule en liesse à Alep Ouest. Qui sont les habitants d'Alep Ouest ? Ce sont les plus riches, restés fidèles à Assad, par intérêt de classe. Il convient ici de rappeler à nouveau d'où est partie l'étincelle en avril 2011 : du quartier populaire de Saïf Al-Dawla, au sud-est d'Alep. Spontanément, sans organisation, des rassemblements en soutien à « Deraa »¹ voient le jour dans les rues d'Alep Est et dans tout le pays. Farouk Mardam Bey, historien et éditeur franco-syrien nous l'explique mieux que quiconque : « [Bachar Al Assad a instauré] le capitalisme le plus sauvage, appauvrissant et marginalisant des millions de citoyens, cette masse démunie (...) survivait dans les faubourgs des grandes villes. C'est elle qui a été la principale composante sociale de la révolution, et c'est elle qui a été aussi la cible privilégiée du régime, avec son artillerie lourde, ses barils d'explosifs et son armement chimique. « Tuez-les jusqu'au dernier », réclamaient littéralement les chabbîha (nervis des Assad) depuis le début du soulèvement... et qu'on laisse la nouvelle bourgeoisie « progressiste » piller tranquillement les richesses nationales et entasser ses milliards de dollars dans les paradis fiscaux ! »²

Ceux qui se trouvent encore à Alep, après 6 ans de guerre, sont les plus démunis : « Les plus riches sont partis pour les États-Unis et le Canada, les autres en Europe, ceux qui avaient un peu moins de moyens sont allés au Liban, en Turquie... Et ceux qui restent coincés à l'intérieur d'Alep sont ceux qui n'ont plus rien. La hiérarchie sociale se retrouve dans l'horreur. » (Fawaz Baker, musicien originaire d'Alep).

Une innommable barbarie d'État

Voici la réalité du conflit syrien : une guerre de classes ; un peuple opprimé contre un dictateur. Les impérialistes des deux bords en s'invitant dans cette guerre, soutenant au gré de leur intérêt du moment les divers groupes islamistes³ l'ont profondément complexifiée mais le fond reste le même : ce qui se joue, ce sont les intérêts capitalistes contre les peuples.



Bachar el-Assad et Vladimir Poutine

Pour terminer, citons encore Farouk Mardam Bey⁴, qui s'adresse dans ce texte « aux admirateurs de gauche de la Syrie d'Assad », autrement dit à cette gauche « insoumise » pour 2017 : « Faut-il encore, après tout cela, rappeler les crimes contre l'humanité commis par Hafez al-Assad, en toute impunité, durant ses trente ans de règne sans partage ? Deux noms de lieu les résument : Hama où plus de 20.000 personnes, peut-être 30.000, ont été massacrées en 1982, et la prison de Palmyre, véritable camp d'extermination où les geôliers se vantaient de réduire leurs suppliciés en insectes. C'est de cette même impunité que certains, hélas de gauche, voudraient faire bénéficier Bachar al-Assad, le principal responsable du désastre, de ces plus de dix millions de déplacés, ces centaines de milliers de morts, ces dizaines de milliers de prisonniers, de la torture et des exécutions sommaires dans les prisons, de l'interminable martyre de la Syrie. Et ce martyre, tant que les bourreaux ne seront pas vaincus et punis, préfigure tant d'autres dans le

monde - un monde où la Syrie aura disparu. »

Notre position

Nous faisons donc notre la déclaration du MST d'Argentine et du Mes/PSOL-Brésil :

« ...Face à cette réalité, il est plus que jamais nécessaire d'engager une campagne internationale contre le génocide à Alep et d'autres villes syriennes, assurant l'entrée de nourriture et de l'aide humanitaire et de la sécurité pour le transfert de toutes les familles de réfugiés. Condamner et dénoncer la brutalité militaire de Al Assad et Poutine dans d'autres villes de la Syrie et de maintenir un soutien actif et tous ceux qui continuent de lutter véritablement contre le régime dictatorial. [...] **Aucune ingérence ni intervention impérialiste en Syrie et dans la région. Non à l'Etat islamique. Dehors Al-Assad et Poutine. Soutenons le peuple syrien qui lutte pour sa liberté. Vive la révolution kurde.** »

Julie Charmoillaux,
23-12-2016

1. En février 2011 à Deraa, dans le sud de la Syrie, des adolescents, taguent « ton tour arrive docteur », à l'adresse de Bachar Al-Assad, sur un mur de la ville, ils sont arrêtés et torturés pendant des semaines.

2. <https://www.mediapart.fr/journal/international/131216/survivre-cette-guerre-c-etait-aussi-une-question-de-classe-sociale>

3. Très directement comme la Russie avec ses alliés chiïtes mobilisés par l'Iran, la Turquie avec ses livraisons d'armes à Daesh révélées par le journal Cumhuriyet, le soutien de la France à Al-Nosra, la branche d'Al-Qaida, et plus globalement motus et bouches cousues de la part de « l'Occident » sur les aides financières et les livraisons d'armes des pays du Golfe aux diverses branches de l'islamisme sunnite.

4. <https://blogs.mediapart.fr/farouk-mardam-bey/blog/191216/aux-admirateurs-de-gauche-de-la-syrie-d-assad>

Notes de lecture

Michel Floquet : « Triste Amérique »

Michel Floquet, grand reporter, correspondant de TF1 à Washington de 2011 à 2016, trace dans son ouvrage *Triste Amérique, le vrai visage des États-Unis* (Paris, Éditions des Arènes, 2016, 233 p.) un portrait au vitriol du capitalisme étasunien. Après cinq ans à parcourir les USA, frappé par le degré de violence, économique et sociale, les inégalités sociales (50 millions de pauvres), il livre son incompréhension face au choix systématique de l'argent et de l'intérêt particulier contre le bien public. La charge est d'autant plus forte que M. Floquet n'est pas marxiste et qu'il avoue avoir eu la fascination de M. Tout-le-Monde pour ce pays, ce « mystère familial », cette référence absolue dès qu'il s'agit de parler de liberté, de musique, de modernité, de démocratie...

Il faut citer les dernières lignes du prologue pour saisir la justesse du postulat de départ de la réflexion de Michel Floquet : « *L'Amérique avait pourtant tout pour elle. Un continent vierge, des ressources naturelles inestimables. Les colons ne se sont pas embarrassés de précautions. Ils ont mis le pays en coupe réglée, importé une main d'œuvre gratuite, les esclaves, et éliminé, à l'issue d'un génocide, les autochtones. Sur ces trois crimes, ils ont bâti le pays le plus riche du monde, c'est bien le moins. Mais ils n'ont pas su faire du Nouveau Monde un monde nouveau. L'illusion a longtemps fonctionné.* »

Rédigé avant l'élection de Donald Trump, l'ouvrage détaille dans de courts chapitres explicites, grâce à plusieurs exemples concrets et des statistiques toujours percutantes, les multiples facettes du capitalisme US. Le premier chapitre intitulé « *Au bonheur des riches* » démontre chiffres à l'appui l'explosion des inégalités qui, si elle s'est amorcée à la fin des années 70, a connu son apogée durant et après la crise financière de 2008 : « *En 2012, les 90 % d'Américains les moins riches se partageaient 23 % de la richesse nationale, contre 35 % en 1980... On pourrait multiplier les chiffres à l'infini. Un indicateur parle plus que tout autre. Selon l'Economic Policy Institute, dans les années 1960, un patron gagnait environ vingt fois plus que ses salariés. Trente fois plus au début des années 1980. Aujourd'hui, le même patron touche trois cents fois ce que gagnent ses employés.* » Et l'auteur de préciser que cet enrichissement exponentiel a été permis par le pouvoir politique qui a permis aux riches, petit à petit, de sortir de l'impôt : il cite l'exemple du milliardaire Mitt Romney, candidat à la présidentielle de 2012 ayant dû avouer son « *taux d'imposition de 15 % quand sa secrétaire était taxée, elle, à plus de 20 %...* ». Les chapitres suivants stigmatisent tous les travers de l'« *american way of capitalism* » : l'ex-

ploitation féroce des ressources naturelles, de l'extinction des daims et des bisons aux ravages de l'extraction du gaz de schiste ; l'extermination des peuples indiens ; la ségrégation raciale, sociale, sexuelle, résidentielle ; les travailleurs pauvres qui dorment dans leurs voitures, les retraités pauvres et malades expulsés de leurs maisons...



Si certains chapitres abordent des sujets connus (la prolifération des armes à feu, les prisons, la police, l'espionnage généralisé, la religion, le financement des campagnes électorales), d'autres le sont bien moins comme celui sur l'économie de guerre, en particulier pendant les années Obama : « *L'Amérique consacre la moitié de son budget à son armée. Pour 2016, plus de 600 milliards de dollars. En hausse de 4,5 % par rapport à 2015*

... *A un tel niveau de dépenses, l'armée n'est plus une composante de la nation parmi d'autres. Elle écrase tout. C'est le budget militaire d'un pays en guerre. Un pays qui n'a aucun ennemi à ses frontières, qui n'a jamais été envahi, mais qui s'est structuré pour la guerre permanente et préventive ... Barack Obama est souvent dépeint par ses adversaires politiques comme un réticent si l'on peut dire ... Mais ce n'est pas un pacifiste pour autant ... Tout d'abord, Obama, contrairement à ses engagements de campagne, ne change rien à la sous-traitance de la guerre à des entreprises ... Barack Obama va plus loin. Il revisite la théorie de la guerre zéro mort inventée par George Bush père pour la guerre du Golfe en 1991. Le meilleur moyen de ne pas avoir de morts, c'est encore de ne pas envoyer de soldats. Obama va utiliser les drones comme personne avant lui. Sur 500 attaques de drones ordonnées depuis le 11-Septembre, 450 l'ont été par Obama.* »

Dans les chapitres conclusifs, l'auteur met face à face les illusions des électeurs américains : ceux qui ont voté Obama, qui espéraient le changement pour les minorités, la justice sociale, la fin de Guantanamo, la paix dans le monde et pour lesquels il conclut : « *huit années ont passé et il faut bien se rendre à l'évidence : le rêve ne s'est pas réalisé* » ; ceux qui voteront Trump parce qu'il incarne « *le rêve américain ressuscité* ».

Le livre de Michel Floquet, loin des rêves floués par les politiciens, nous permet de revenir au vrai visage, déjà cauchemardesque, des États-Unis et du capitalisme en 2016, juste avant la victoire de Trump.

**Isabelle Foucher,
07-01-2017**

Formation - théorie : Le marxisme face au stalinisme (IV)

« Si Lénine était vivant, il serait en prison »

« Si Lénine était vivant, il serait en prison », confiait Nadejda Kroupskaïa, sa compagne, en 1926. En effet, deux ans après la mort de Lénine, la révolution est défigurée. Zinoviev et Kamenev, alliés à Staline, rompent avec lui et se rapprochent de l'Opposition de gauche pour laquelle milite Trotsky. En URSS, l'heure est au « socialisme dans un seul pays » et « à pas de tortue ». Le parti est subordonné à l'appareil, l'appareil est subordonné à son secrétaire général, Staline. Le stalinisme est en voie de cristallisation et fait main basse sur l'Internationale et ses partis.

En octobre 1923, la révolution était immédiatement à l'ordre du jour en Allemagne et s'est terminée par un fiasco. Staline, rompu à l'art de la duplicité, conseillait de « *retenir et non stimuler les camarades allemands* » bien qu'il leur donna publiquement ses encouragements. Il disait alors craindre que la révolution n'embraye sur la guerre avec la Pologne, en représailles.

Le 21 janvier 1924, Lénine rend son dernier souffle de vie.

Le socialisme dans un seul pays

En décembre 1924, Staline affirme possible « *l'édification du socialisme dans un seul pays* », reniant ce qu'il avait écrit lui-même quelques mois plus tôt. Ce soi-disant apport doctrinal servira de justification idéologique à toute sa politique. L'URSS est bombardée « *patrie du socialisme* », à laquelle sont subordonnés les intérêts des travailleurs des autres pays, au nom du vieil adage « *ne pas lâcher la proie pour l'ombre* » et en expliquant que l'URSS est un point d'appui pour les travailleurs du monde entier. Ce qui est vrai, tant que l'URSS se situe sur le terrain du développement de la lutte de classes mondiale et cesse de l'être quand elle devient l'instrument entre les mains d'une bureaucratie aristocratique.

L'article de foi de Staline

Nous ne reviendrons pas ici sur le premier développement de la lutte contre le trotskysme qui unit la « *troïka* » Staline-Zinoviev-Boukharine et dont l'axe idéologique est la dénonciation de la théorie de la révolution permanente que défend et approfondit Trotsky. La révolution permanente, c'est – nous dit Staline « *la désespérance permanente* » et « *l'absence de foi dans les possibilités révolutionnaires du mouvement paysan* » et « *dans les forces et les capacités du prolétariat de Russie* ».

L'angle d'attaque de Staline est incontestablement habile car il lui permet d'attirer vers lui une grande partie des militants et cadres du parti démoralisés par les échecs successifs de la révolution dans les autres pays : Hongrie, Italie, Allemagne et échec des grèves de 1920 en France. De cette façon, Staline promet stabilité et tranquillité à tous les apparatchiks et aux nombreux militants et soldats qui s'étaient dépensés sans compter de 1917 à 1922. De cette façon, il « *encadre* » les désillusions qu'il remplace par la foi dans un utopique socialisme national autarcique. Utopique, le socialisme dans un seul pays l'est dans la seule mesure où le capitalisme a unifié le monde en un seul marché et rendu tous les pays dépendants les uns des autres. Or, c'est sur ce constat que se fonde la théorie de la révolution permanente.

Un Staline « à visage humain »

Au mieux, la théorie du socialisme dans un seul pays est de la poudre aux yeux, à l'ombre de laquelle, tout en pourfendant le « *fractionnisme* » supposé de ses adversaires dans le parti, Staline construit sa propre fraction, non seulement contre Trotsky mais aussi contre ses alliés du moment : Zinoviev et Boukharine. Sachant temporiser, il se paie le luxe – en janvier 1925 - de s'opposer à la proposition de Zinoviev de démettre Trotsky de ses plus hautes responsabilités. Ce ne sont pas les scrupules démocratiques qui l'étouffent mais le sentiment que cette mesure est prématurée compte-tenu du prestige dont jouit encore Trotsky dans le parti, dans le pays et dans l'Internationale. Il persiste à soigner un profil démocratique, humble, ouvert tout au long de l'année 1925, autant pour en-



Grigori Zinoviev

dormir son monde que pour répondre aux aspirations de la bureaucratie montante, lui donnant au travers de son clan, une colonne vertébrale et ainsi même le moyen de se cristalliser comme force sociale dominante. Et, pour discipliner la bureaucratie sous sa férule, il saura faire jouer la colère des ouvriers contre les « *nantis* ».

« Un arbitre sûr »

Staline n'était cependant pas prédestiné à devenir ce qu'il deviendra par la suite. Trotsky devait écrire : « *Il serait naïf de croire que Staline, inconnu des masses, sortit tout à coup des coulisses armé d'un plan stratégique tout fait. Non. Avant qu'il n'ait lui-même entrevu sa voie, la bureaucratie l'avait choisi. Il lui donnait toutes les garanties désirables (...). Staline fut au début surpris lui-même par son succès. C'était l'approbation unanime d'une nouvelle couche dirigeante qui cherchait à s'affranchir des vieux principes comme du contrôle des masses et qui avait besoin d'un arbitre sûr* »¹

A Suivre

Daniel Petri,
30-12-2016

Sources : STALINE – Jean Jacques Marie – Fayard 2001.

1. Trotsky « *Pourquoi Staline a-t-il vaincu* » - La Révolution trahie - 1936 – <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/revtrahie/frodcp5.htm>

La Commune

N° 113 (nouvelle série)

N° 170 (ancienne série)

Fondateur : Pedro Carrasquedo †

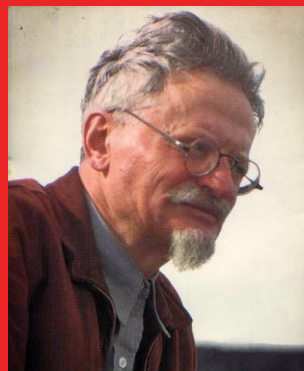
(directeur de publication 1992 - 2015)

Rédacteur en chef : Daniel Petri

Comité de rédaction : Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Antonin Fuchs, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Txomin Ravachol, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Mustafa Diakité, Ada Degert, Garledji Makélélé, Gabriel Rodriguez, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

Directeur de publication :

Jean-Baptiste Carrier



Léon Trotsky

Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

*
* *

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV^e Internationale.

« Les sections de la IV^e Internationale doivent s'orienter de façon critique à chaque nouvelle étape et lancer les mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissent le caractère de classe de cette politique, détruisent les illusions réformistes et pacifiques, renforcent la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparent la prise révolutionnaire du pouvoir. »

*Léon Trotsky,
Programme de transition, 1938.*